



Feuille de route 2021

Coalition Accès et efficacité énergétique en Afrique

ENGIE, CAN Tanzanie, GERES, ICLEI Afrique, REFACC, Schneider Electric, World Future Council

Cette feuille de route 2021/2022 vise à stimuler une logique dynamique en route vers le prochain Sommet Climate Chance - Afrique où pourront être présentés les nouveaux objectifs ainsi que des exemples concrets (en annexe) pouvant influencer la révision des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs) prévues pour la COP26 en novembre.

I – OU EN SOMMES-NOUS ?

L'année 2020 a été une année très particulière à cause de la pandémie Covid-19 qui a évidemment eu un impact sur l'accès à l'électricité en Afrique. En effet, d'après le Bilan Sectoriel de l'[Observatoire Climate Chance](#), la part de la population mondiale ayant accès à l'électricité est passée de **83 % en 2010 à 90 % en 2018**. Pendant cette même période, l'accès à l'électricité en zones rurales est passé d'environ **71 % à 82 %** et l'accès à l'électricité en zone urbaine d'environ **96 % à 97 %**. Compte tenu de la croissance démographique, sur cette même période, plus d'un milliard de personnes ont gagné un accès à l'électricité. En 2018, 789 millions de personnes n'avaient toujours pas accès à l'électricité, dont 550 en Afrique subsaharienne, et 1 hôpital sur 4 n'était pas électrifié (IRENA, 2020). Ces progrès sont aujourd'hui menacés par la pandémie de Covid-19. Selon un communiqué de l'IRENA¹, on note que « *Compte tenu des mesures en place ou programmées avant le début de la crise du coronavirus, on estime que 620 millions de personnes n'auront toujours pas accès en 2030, dont 85 % en Afrique subsaharienne.* ». L'accès à l'énergie est à la hausse au niveau global mais reste difficile pour le continent africain. L'augmentation de la pauvreté en 2020 devrait également rendre l'électricité inabordable pour plus de **100 millions de personnes**, augmentant la précarité énergétique (AIE, 2020).

Pour l'Afrique, l'Accord de Paris relève une importance particulière car, d'une part il est le continent le plus touché par les effets du changement climatique (avec 7 sur 10 des pays les plus menacés d'après un rapport de la Banque Africaine du Développement), et d'autre part il a un énorme **potentiel en production d'énergies renouvelables**. En effet même si le continent n'émet que 4% des gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, l'Afrique peut contribuer à atteindre les Objectifs de Développement Durable à long terme, surtout concernant l'atténuation grâce à son potentiel en énergies renouvelables.

¹ Communiqué de presse « La pandémie de Covid-19 souligne l'urgence de développer des solutions énergétiques durables dans le monde entier ». IRENA, mai 2020
<https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Press-Release/2020/May/PRESS-RELEASE---FRENCH---Tracking-SDG-7-Report.pdf?la=en&hash=CC180D1FCE99A1C9968C7BA6EE0B692881C1E90D#:~:text=Le%20nombre%20de%20personnes%20sans,dont%2085%20%25%20en%20Afrique%20subsaharienne.>

La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :

ENGIE, GERES, ICLEI Afrique, REFACC, Schneider Electric, World Future Council.



CLIMATE
CHANGE

a) Le mix énergétique en Afrique selon l'AIE².

Total primary energy demand in Africa by scenario, 2018-2040

Last updated 22 Nov 2019

Download chart ↓

Cite Share



Pour l'instant les besoins énergétiques du continent africain reposent essentiellement sur un mix de biomasse et d'énergie fossile. L'énergie biomasse compte à peu près pour la moitié de l'énergie primaire totale de l'Afrique.

b) Diagnostic

L'Afrique n'a pas les moyens de développer de grands réseaux électriques surtout que les politiques nationales érigent trop de barrières administratives et techniques pour l'adoption de nouvelles technologies. Il est donc essentiel de penser au moindre coût d'accès comme les mini-réseaux et les kits solaires. On constate donc que l'énergie solaire a pris une place importante dans la vie quotidienne surtout grâce aux lampes qui permettent pour l'instant de gérer une source d'éclairage fiable et saine. D'autre part la cuisson dans les foyers représente 80% de l'énergie consommée, ce qui reste un sujet central sur le continent et qui est très peu pris en compte dans les discussions sur l'énergie.

c) Appropriation des nouvelles technologies par les acteurs locaux

Il est important de décentraliser et de libérer le secteur de l'énergie vers les autorités locales qui seront plus aptes à répondre aux demandes des populations urbaines et rurales, et d'encourager les acteurs privés à former les jeunes.

d) Financer l'action : l'existant.

² IEA, Total primary energy demand in Africa by scenario, 2018-2040, IEA, Paris <https://www.iea.org/data-and-statistics/charts/total-primary-energy-demand-in-africa-by-scenario-2018-2040>

La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :

ENGIE, GERES, ICLEI Afrique, REFAACC, Schneider Electric, World Future Council.



CLIMATE
CHANGE

Le grand besoin en termes d'accès à l'énergie en Afrique encourage les entreprises à fournir des solutions et les bailleurs annoncent vouloir faciliter cet accès. En effet, *"Les pays d'Afrique subsaharienne ont attiré 65 % des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables hors réseau sur la période 2007-2019, les investissements étant particulièrement concentrés en Afrique de l'Est. La plupart de ces investissements ont été consacrés aux énergies renouvelables hors réseau à usage résidentiel."*³

II – OU SOUHAITONS-NOUS ALLER ?

Depuis le premier atelier de la coalition énergie lors du Sommet Climate Chance d'Abidjan en 2018, les participants ont partagé leur vision ambitieuse pour le secteur de l'énergie en Afrique. Cette partie permet d'identifier les potentiels d'actions pour la coalition, il s'agit essentiellement d'activer des synergies.

LE ROLE DES POLITIQUES PUBLIQUES

On constate un désengagement de l'Etat dans le domaine de l'accès à l'énergie alors que le secteur privé ainsi que les ONG s'activent auprès des populations locales.

En effet passer de la planification à des projets concrets est un enjeu complexe en Afrique. Les schémas directeurs sont souvent bien faits, mais le passage à la mise en œuvre de ces projets semble beaucoup plus complexe, même s'ils sont bien financés.

Il est donc essentiel de structurer la relation de l'Etat avec les élus locaux et de mieux s'approprier les questions de climat et d'énergie. Cette planification locale aura pour but de sensibiliser et informer les élus locaux aux offres énergétiques, qui restent pour l'instant très centralisées au niveau de l'Etat. D'autre part, il faudrait permettre un cadre légal encourageant les innovations au niveau national et développer une prise de conscience de l'importance des innovations par les collectivités locales. Ceci favoriserait un échange d'exemples et de bonnes pratiques entre les collectivités locales et qui garantirait ainsi une gestion collaborative.

La réflexion stratégique sur le climat doit donc resituer la place et le rôle des territoires comme pivot, comme lieu de prise de conscience collective, de mobilisation et d'action créative. Mais des manques divers freinent le processus de décentralisation et de responsabilisation des échelons sous-nationaux. La réalisation de cet enjeu exige des politiques de décentralisation plus audacieuses et des processus de développement local plus endogènes et prospectifs.

LE ROLE DES FEMMES DANS L'ACCES A L'ENERGIE

L'accès à l'énergie renouvelable et l'égalité des genres est une condition pour le développement durable et pour adresser le changement climatique, comme le prévoit l'Agenda 2030. Afin de construire des trajectoires environnementales durables (l'adaptation au changement climatique, sécuriser un accès à l'énergie verte et durable) et d'aborder les inégalités du genre, nous devons adresser l'engagement, l'éducation et l'émancipation des femmes. Le genre, l'environnement et le changement climatique sont des questions transversales et bien que nous constatons quelques changements positifs sur le continent, plusieurs défis subsistent, surtout dans les politiques climat et énergie d'Afrique.

Il faut donc canaliser plus d'efforts à développer et mettre en place des politiques climat sensible au genre et des programmes qui prennent en considération les questions énergétiques. En effet, en abordant de façon simultanée la question du genre, de l'environnement et du climat, et en

³ IRENA, Global Landscape of Renewable Energy Finance 2020

La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :

ENGIE, GERES, ICLEI Afrique, REFACC, Schneider Electric, World Future Council.



CLIMATE CHANGE

renforçant les coordinations politiques, de recherches et de partages des connaissances, il serait possible ainsi d'avancer sur l'agenda du développement durable, dans le combat contre le changement climatique mais aussi de diminuer les inégalités.

En investissant dans l'accès des femmes aux énergies renouvelables et aux technologies climat, nous favorisons une plus large émancipation et indépendance des femmes. Nous accélérons aussi leur développement économique, et leur un impact social et environnemental sera plus important.

Plusieurs pistes pour l'inclusion du genre dans l'accès à l'énergie renouvelables :

- Les femmes doivent être impliquées dans la prise de décisions et peuvent jouer un rôle de leadership dans la promotion et la décentralisation de l'accès aux énergies renouvelables.
- Appliquer une approche intersectorielle au genre, au climat et aux politiques d'énergie
- Promouvoir l'utilisation productive de l'énergie renouvelable par les femmes, et réduire leur temps dédié aux travaux domestiques non-rémunérés.
- Cibler les processus politiques afin d'intégrer la question du genre avec le climat et l'énergie.
- Supprimer les barrières d'investissements et créer des opportunités égales au niveau de l'emploi et de l'accès aux nouvelles technologies.
- Influencer le processus budgétaire pour financer l'implémentation de solutions sensibles au genre et au climat.

SENSIBILISATION / FORMATION

Concernant l'éducation de la population à l'environnement, il s'agirait de créer un module de formation des jeunes à l'environnement où serait intégré le sujet de l'adaptation aux changements climatiques et l'importance du développement d'un accès à des énergies renouvelables, notamment comme outil de lutte contre les inégalités sociales (accès garanti à tous, et à moindre coût). Cependant, pour que l'éducation ait un pouvoir transformateur, elle doit être basée sur :

1/ des processus d'enseignement et d'apprentissage actifs, inclusifs et participatifs ;

2/ des enseignants qualifiés et stimulants ;

3/ des liens avec les communautés et les problèmes locaux.

Nous pouvons noter par exemple que le Geres (co-pilote de cette coalition) a développé un module de formation intitulé « COMPRENDRE ET ANALYSER LES BESOINS ÉNERGÉTIQUES SUR UN TERRITOIRE », destiné aux étudiants comme aux décideurs, permettant :

- de sensibiliser aux enjeux de la transition énergétique et de l'accès à l'énergie
- de former à l'étude des contraintes énergétiques d'un territoire
- d'assurer une approche sociale de l'accès à l'énergie

Il faut aussi développer des campagnes de sensibilisation auprès des adultes, comme par exemple la mise en œuvre du Programme d'action mondial (GAP) sur l'éducation pour le développement durable (EDD) de l'UNESCO. Feuille de route détaillée et les quatre points stratégiques de mise en œuvre consultables ici : <https://en.unesco.org/gap/implementation>

ELABORER UN SYSTEME EFFICIENT DE GESTION DE L'ENERGIE ET DES DECHETS

Les déchets, qui peuvent être utilisés et recyclés, sont intrinsèquement liés aux problématiques énergétiques. En effet, certaines villes confrontées à une urbanisation galopante, produisent une importante quantité de déchets. Ces déchets mal gérés constituent une importante source de

La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :

ENGIE, GERES, ICLEI Afrique, REFACC, Schneider Electric, World Future Council.



CLIMATE
CHANCE

nuisances pour les populations et l'environnement. Mais bien gérés ils offriraient de nombreuses opportunités et bénéfices notamment pour l'énergie comme la production du biogaz.

D'autre part, l'énergie renouvelable fournit une alternative importante aux populations africaines, qui luttent pour une meilleure qualité de vie. Elle apporte d'importantes solutions surtout concernant la cuisson avec l'utilisation de la biomasse moderne au lieu de la biomasse traditionnelle. Ces fours à cuisson moderne réduisent la demande énergétique parce que leur efficacité à convertir la biomasse en chaleur est deux à trois fois plus élevée. On estime que cet outil deviendrait l'outil principal de cuisson à travers le continent d'ici 2030.

ACCES DES COMMUNAUTES RURALES A L'ENERGIE RENOUVELABLE

Sachant qu'un grand nombre d'Africains vivent encore en zone rurale, le continent a un grand potentiel de bénéficier d'une approche inclusive au développement énergétique. L'utilisation des mini systèmes d'énergie renouvelable apporte des bénéfices socio-économiques qui sont énormes pour les populations rurales. Elles peuvent planifier et obtenir leur besoin énergétique car ces technologies modernes d'énergies renouvelables peuvent être largement distribuées. Ce qui est déjà en soi une source d'autonomie pour les régions locales et les villages car elles n'ont nul besoin de se connecter à un réseau électrique centralisé ou de distribution de masse. Cet accès aux énergies renouvelables présente de nombreux avantages au niveau de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'accès à l'eau et au secteur de télécommunication.

IMPACTS DES PROJETS ENERGETIQUES SUR LA BIODIVERSITE

Cette année, Climate Chance s'efforce à créer plus de liens entre les Agendas Climat et Biodiversité. Cela nécessite donc réfléchir à certaines énergies, que peuvent être « propres » et identifier les potentiels impacts de ces énergies sur l'environnement et la biodiversité au sens large. Ces impacts peuvent varier selon l'UICN, « *l'énergie solaire et l'énergie éolienne peuvent également avoir un impact sur la biodiversité en raison de la perturbation et de la perte d'habitat, de la production de pollution sonore, de la collision et d'autres pressions indirectes.* » Pour cette raison, les solutions technologiques permettant d'accéder à des sources d'énergies propres, doivent tout de même prendre en considération les potentiels impacts des infrastructures, au moment de la mise en place, et comme expliqué par l'UICN « *tout au long du cycle de vie du projet -- de la conception et de l'autorisation aux phases opérationnelles et de déclassement.* ».

III – COMMENT SOUHAITONS-NOUS Y ALLER ?

Il faut être réaliste sur la capacité des acteurs à se mobiliser dans des dynamiques collectives, sans animateur dédié à 100% de son temps. L'Association Climate Chance ne peut mettre à disposition une ressource humaine à temps complet et compte sur **les acteurs engagés dans la coalition**. A ce titre, il est proposé de cibler uniquement **deux ou trois actions** à inclure dans la feuille de route 2021-2022 pour être réalistes et de façon à pouvoir mesurer les progrès.

- **Action 1 : Mapping continu des acteurs**

Nous proposons que les membres de la coalition effectuent en continu un mapping d'acteurs intéressants, de bonnes pratiques, de projets particulièrement impactant et répliquables à grande échelle.

Les membres de la coalition pourront communiquer ces éléments à l'Association Climate Chance qui se chargera de les mettre en valeur dans son [Portail de l'action climat](#), dans sa [Bibliothèque du climat](#) et dans le [Bilan annuel de son Observatoire](#). Les projets portés par ces nouveaux acteurs

La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :

ENGIE, GERES, ICLEI Afrique, REFAAC, Schneider Electric, World Future Council.



CLIMATE
CHANCE

pourront également bénéficier de valorisation à travers notre Portail de l'Action, et plus globalement, ils pourront inspirer la communauté d'acteurs non-étatiques faisant partie de la coalition. Pour partager un projet, il suffit de [remplir ce formulaire](#).

- **Action 2 : Diffusion de l'information**

Informations générales sur le secteur de l'énergie

Depuis 2018, Climate Chance diffuse régulièrement des informations relatives au secteur via une liste de diffusion energies.af@climate-chance.org destinée à favoriser les échanges entre acteurs ayant participé à l'atelier. Une liste de diffusion pour partager toute information pertinente sur le secteur : opportunité de financements, appels à projets, opportunités de formation, événements intéressants, etc. Elle pourra accueillir progressivement de nouveaux membres sur demande à l'équipe de l'association Climate Chance.

Les membres de la coalition sont vivement invités à partager toute information pouvant être utile pour les autres membres.

Informations sur les opportunités de financement

Comme mentionné lors des Ateliers précédents, les membres de la coalition ressentent le besoin d'améliorer leur **accès aux informations reliées aux financements**. En effet, afin de tenter de répondre à cette problématique majeure, Climate Chance prépare courant 2021, **une étude de préfiguration sur un Portail des financements climat accessibles aux acteurs non-étatiques**. Ce Portail aura comme vocation de diffuser en continu les opportunités de financements en cours pour les acteurs non-étatiques dans la région africaine. Afin de rendre ce portail le plus efficient et utile que possible, Climate Chance est ouvert à toute proposition de la part des membres de la coalition sur les critères souhaités de ce Portail (les types de fonds, la durée etc) et souhaiterait également en savoir plus sur les obstacles souvent rencontrés par les acteurs non-étatiques dans leur recherche de financement.

La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :

ENGIE, GERES, ICLEI Afrique, REFACC, Schneider Electric, World Future Council.



CLIMATE
CHANGE

3 projets portés par des acteurs non-étatiques en Afrique :

- 1) La favorisation de l'accès à l'énergie : Appui technique et méthodologique du Geres au Programme d'Accès aux Energies Renouvelables Région de Saint-Louis; présenté par Alexis Caujolle (Geres) et Victor Romero Amigo (Le partenariat)



<https://www.geres.eu/s-informer/l-actualite-des-projets/le-geres-appuie-la-diffusion-des-energies-renouvelables-a-saint-louis-au-senegal/>

Depuis 2017, le Geres apporte un appui technique et méthodologique au « PAER », Programme d'Accès aux Energies Renouvelables en Région de Saint-Louis, conduit par l'ONG Le Partenariat et l'Agence Régionale de Développement de St Louis (ARD).

Les objectifs :

Dans ce contexte de besoins en énergie fiable, durable et en quantité suffisante, le Programme d'Accès aux Energies Renouvelables (2017-2020) vise la diffusion des énergies renouvelables sur l'ensemble du territoire de la région de Saint-Louis, en réalisant des projets démonstratifs à destination des ménages, opérateurs économiques et organisations paysannes.

Pour la première phase (2017-2020) qui s'achève, le programme d'accès aux énergies renouvelables visait à :

- Mettre en place les conditions institutionnelles favorables à une promotion effective des énergies renouvelables
- Renforcer l'émergence de l'offre d'entreprises locales sociales et solidaires performantes et compétitives, proposant des solutions biogaz et solaires adaptées.
- Favoriser la dissémination des énergies renouvelables auprès des opérateurs économiques et des ménages dans des zones isolées.

Les résultats :

- Plus de 6000 habitants, à l'écart des principales villes de la région, disposeront de nouveaux services fournis par ces artisans et d'ores et déjà les autorités locales souhaitent déplacer le marché hebdomadaire à proximité de cette plateforme.

La mise à l'échelle :

- L'évaluation externe réalisée en fin de projet montre finalement que: « le Programme d'Accès aux Energies Renouvelables a créé une dynamique territoriale sur les enjeux énergétiques en Région de Saint-Louis » et la perspective d'une réplique du PAER sur la Région de Matam s'ouvre dans le cadre d'une seconde phase du programme en cours de négociation.

La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :

ENGIE, GERES, ICLEI Afrique, REFACC, Schneider Electric, World Future Council.



CLIMATE
CHANGE

- 2) L'accès à l'énergie pour le renforcement de la résilience des femmes. Présenté par Maimouna Diouf (Enda Energie)



L'objectif de ce projet :

Le « Renforcement de la résilience des groupements de femmes productrices dans sept localités du delta du Fleuve Sénégal » vise à :

- Contribuer à l'autonomisation des femmes.
- Augmenter la productivité agricole des femmes productrices du delta par la gestion durable des terres, le renforcement de capacité, l'accès aux services énergétiques et l'information climatique ;
- Développer des stratégies d'adaptation et d'atténuation faces aux risques agricoles liés aux effets du changement climatique

Les résultats de ce projet :

- 1) **Accès à la terre** : Mise à disposition de 0 9 ha au profit des groupements de femmes de Potou, 08 ha au profit des femmes de Gandiole, 1,5 ha pour les femmes de Diama, 1,5 ha pour les femmes de Ndiagambal et 9 ha clotûré à Gandiaye
- 2) **Accès à l'énergie** : Aménagement des sites de production de Diama, Gandiole, Potou et Diagambal (débroussaillage, travail de sol) et l'installation de système du goutte-à-goutte et du pompage solaire. Réduction de 40% des charges;
- 3) **Le renforcement des capacités** : Le renforcement de capacités de 70 femmes (Diama, Potou et Gandiole) dans le domaine des changements climatiques, des risques agricoles et de l'information climatique. Femmes productrices formées en Entreprenariat rural femmes formées en leadership femmes en comptabilité et gestion financière.
- 4) **Accès à l'information climatique** : 50 femmes sont choisies comme « relais – climat », prévention sur la pluie, le temps, la qualité de l'air, etc..

La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :

ENGIE, GERES, ICLEI Afrique, REFACC, Schneider Electric, World Future Council.



CLIMATE
CHANCE

- 3) L'éclairage publique : pour la sécurité et le développement économique des villes ougandaises. Présenté par Stéphane Redon (So'Sen)



So SEN

Ce projet est en marche depuis environ 6 mois et il se trouve à 1 tiers de l'avancement. D'autres phases sont en train de démarrer. So'Sen a choisi de mettre en place ce projet en Ouganda car comme beaucoup de pays de l'Afrique de l'Est, il existe un vrai déficit d'infrastructure d'éclairage avec un taux d'environ 8% de couverture la population sur Kampala mais d'1% pour les villes secondaires.

L'objectif de ce projet : garantir un développement rapide et durable (100 villes africaines en 2030).

3 phases dans la méthodologie de ce projet :

- 1) La phase d'audit avec la réflexion d'un plan d'éclairage.
- 2) La phase d'implémentation des villes pilotes (3 villes)
- 3) La phase d'observation pour vérifier que le service fonctionne et vérifier que la collectivité puisse s'approprier le projet

Le travail se repose sur le rassemblement de trois acteurs clés :

- La population qui intervient dès le début du projet pour exprimer les besoins et les sites prioritaires à éclairage, et à s'engager dans la responsabilité de la surveillance des équipements.
- Les collectivités qui montent des comités de pilotage et de surveillance des équipements
- Les opérateurs qui garantissent la qualité et la durabilité des réseaux

Ce projet vise à devenir un programme dans l'objectif du « scale-up ».

La coalition portant la présente feuille de route est copilotée par les organisations suivantes :

ENGIE, GERES, ICLEI Afrique, REFACC, Schneider Electric, World Future Council.